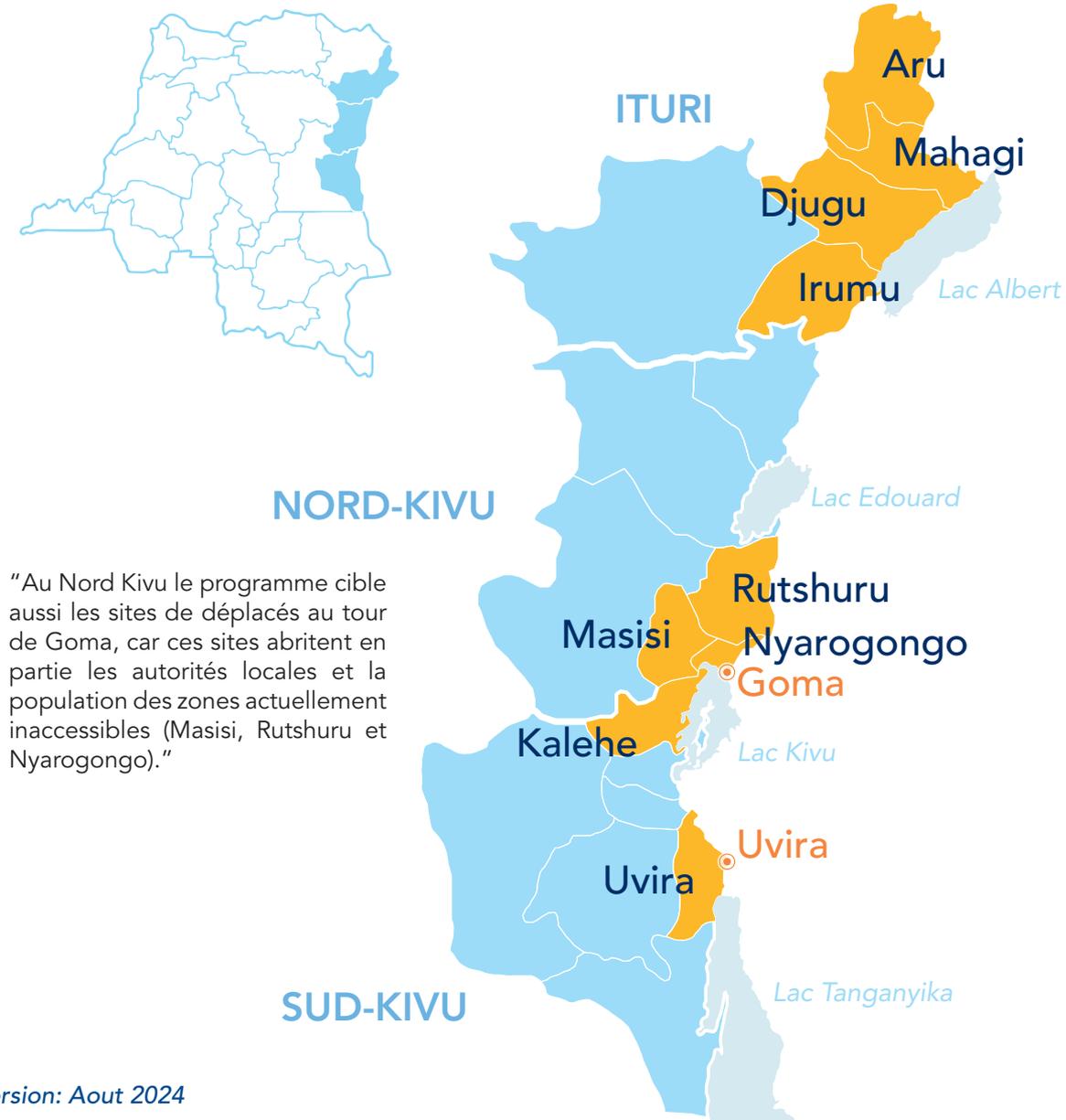




Réalisations final du projet ESPER

dans les Provinces de l'Ituri, du
Nord-Kivu et Sud-Kivu (2020-2024)





“Au Nord Kivu le programme cible aussi les sites de déplacés au tour de Goma, car ces sites abritent en partie les autorités locales et la population des zones actuellement inaccessibles (Masisi, Rutshuru et Nyarogongo).”

Informations sur le programme

Durée : Septembre 2020 à Décembre 2024 (4 ans)

Bailleur : Royaume des Pays-Bas

Zones de mise en œuvre :

Nord-Kivu

Territoire de Nyiragongo
Territoire de Rutshuru
Territoire de Masisi
Commune de Karisimbi

Sud-Kivu

Territoire d'Uvira
Ville d'Uvira
Territoire de Kalehe

Ituri

Territoire d'Irumu
Territoire de Mahagi
Territoire de Djugu
Territoire d'Aru

Consortium de mise en œuvre



VNG International

est l'agence de coopération internationale de l'Association des municipalités néerlandaises. La mission de VNG International est de renforcer les gouvernements locaux démocratiques pour offrir des meilleurs services à la population.



Cordaid

est une organisation néerlandaise qui est consacrée à la promotion de l'inclusion sociale et la résilience des sociétés en renforçant le contrat social entre les citoyens et leurs dirigeants, y compris dans les contextes les plus fragiles dans le monde. Cordaid a une vaste expérience dans l'approche financement basé sur la performance (PBF) et l'engagement communautaire. Cordaid est active en RDC depuis plus de 40 ans.

Cadre étatique de suivi

ESPER est sur le plan stratégique et politique encadré par un comité de pilotage interprovincial, mis en place par les trois gouvernements des Provinces concernées, et auquel les autorités et services sectoriels nationaux participent.

Le comité de pilotage est alimenté par les comités de suivi interprovinciaux qui, à travers des missions de terrain et des réunions co-présidées par les ministres provinciaux du Plan et ceux en charge de l'Intérieur, fixent et discutent des réalisations, des défis et des recommandations à traiter lors du Comité de Pilotage.

Les deux types de comités constituent un cadre de consultation politique concertée.

Le programme ESPER s'inscrit dans les priorités de stabilisation du gouvernement congolais. Il collabore avec le Programme de Démobilisation, Désarmement, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRCs). Le programme s'aligne aussi avec la stratégie internationale de stabilisation ISSS.



« Photo de la réunion du comité de pilotage tenue à Bunia avec les trois gouverneurs provinces présents ainsi les représentants du bailleur »



ESPER est un programme d'appui à la gouvernance inclusive de la sécurité et d'accès à la justice pour la cohésion sociale au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri

Le programme ESPER appuie les efforts de l'État congolais de mise en place d'un système de gouvernance sécuritaire participatif et inclusif axé sur les résultats mais surtout sur l'imprégnation des processus.

Il soutient ainsi des diagnostics participatifs et inclusifs des problèmes sécuritaires. Il facilite l'élaboration des plans d'action de sécurité qui contiennent des actions visant à éliminer des sources d'insécurité au niveau des entités territoriales décentralisées et déconcentrées.

ESPER s'appuie sur les résultats, les meilleures pratiques et les enseignements tirés du programme CISPE (2015-2019), auquel VNG International et Cordaid ont toutes deux participé, notamment le processus inclusif ayant conduit à la validation des plans d'action de sécurité au niveau territorial.

Objectifs et stratégies du programme



Résultat 1 : Gouvernance sécuritaire renforcée

La gouvernance sécuritaire est renforcée par des mécanismes de planification et de suivi inclusifs et participatifs de la sécurité et de la justice.

ESPER renforce les capacités techniques et accompagne les Comités Locaux de Sécurité pour assurer des processus inclusifs de diagnostic de sécurité, d'élaboration des plans locaux de sécurité ainsi que leurs plans opérationnels. Un appui à la tenue des réunions des CLS élargis à la participation citoyenne (CSL-E) assure un suivi sur la mise en œuvre de ces plans afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité des personnes et de leurs biens et ainsi contribuer à la stabilisation.



Résultat 2 : La sécurité est améliorée par la mise en œuvre des plans locaux de sécurité

L'offre de justice et de sécurité par les autorités locales devient efficace, redevable, accessible aux communautés et répondant à leurs besoins exprimés dans les plans d'action de sécurité.

Pour soutenir la mise en œuvre des plans locaux de sécurité, ESPER appuie les prestataires et régulateurs des services sécuritaires à travers le financement basé sur la performance en les accompagnant par le coaching et la formation technique. L'accent est mis sur la performance et les services de qualité fixés à travers des indicateurs conçus conjointement. Chaque trimestre, des vérifications et des enquêtes communautaires permettent d'apprécier ces performances.

Pour assurer un engagement communautaire dans la gestion sécuritaire, des structures communautaires existantes ont été mises en réseau. À travers leur capacitation, elles sont impliquées dans des réunions CSL-E, la médiation des conflits et le plaidoyer auprès des autorités.



Résultat 3 : Environnement propice par le lobbying et plaidoyer

Les autorités gouvernementales à différents niveaux formalisent des bonnes pratiques et répondent à la demande citoyenne inspirée par des plans d'action sécuritaire.

Le lobbying et plaidoyer impliquent les membres des structures communautaires et de la société civile qui ont été renforcé pour mener ce genre des actions avec succès. Le lobbying et plaidoyer s'appuient sur des problèmes de sécurité vécu localement, les évaluations du niveau de mise en œuvre des plans d'action de sécurité, et des faits documentés à travers des recherches approfondies sur les défis sécuritaires. Le lobbying et plaidoyer visent à influencer les décideurs à formaliser de bonnes pratiques de gouvernance sécuritaire (e.g. lois, politiques) et à stimuler le grand public à changer leur comportement en lien avec la sécurité.

Les Plans Locaux de Sécurité (PAS) comme base de la stratégie ESPER

Le programme CISPE qui avait précédé ESPER a développé des Plans d'Action de Sécurité locale (PAS) à travers des diagnostics sécuritaires inclusifs menés par les Comités Locaux de Sécurité (CLS) élargis aux structures communautaires et aux autres organisations de la société civile. Les adaptations basées sur les fluctuations contextuelles ont été réalisées par le programme ESPER qui, en même temps, a développé d'autres PAS pour de nouvelles zones.

Les PAS listent des problèmes majeurs d'insécurité, leurs causes et notent des actions spécifiques à entreprendre par différents acteurs pour résoudre ces problèmes sécuritaires. Le PAS est l'outil de référence pour le CLS et pour la mise en œuvre des différentes stratégies du programme ESPER.

Des Plans Opérationnels Provinciaux ont été validés pour les Provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, ainsi qu'un Plan Opérationnel National. En effet, pour résoudre les causes structurelles de l'insécurité, des actions qui relèvent de la compétence des institutions provinciales et nationales en charge de la sécurité et de la justice sont ainsi définies, afin que ces dernières prennent effet.





« Cet apprentissage de la menuiserie dans l'atelier d'encadrement des jeunes dans la Chefferie de Lu, Territoire d'Aru dans la province de l'Ituri m'a transformé d'un jeune bandit, coupeur des routes...en bref un jeune qui inquiété la sécurité de la population ; en un jeune maintenant utile dans ma chefferie, grâce aux actions communautaires (matching grant) appuyé par ESPER. Le besoin est encore grand, car beaucoup de mes amis sont restés dans la rue pour le banditisme par manque d'occupation »

- Ariaka Wadhir, Ex Toxicomane transformé

Défis sécuritaires au cœur des zones d'intervention



Banditisme (armé)

Selon les particularités contextuelles, les PAS abordent le kidnapping, les vols à main armée, les braquages sur les routes, les vols sur les lacs et les violences sexuelles. Souvent, ce genre de crimes se fait par des groupes organisés et dans certains cas, avec complicité de certains agents des forces de l'ordre.



Activisme des groupes armés nationaux et étrangers

La persistance des groupes armés affecte la stabilité dans toutes les zones ES-PER. Un aspect particulier à combattre sont des modes de financement des groupes armés par la taxation et l'exploitation illégale des ressources naturelles (économies criminelles), tels que les minerais, la braise, le bois, le miel et la viande boucanée.



Tracasseries par des services sécuritaires

Sur l'ensemble des zones d'intervention, les tracasseries par des agents administratifs et des forces de l'ordre sont un phénomène répandu. Une bonne partie de ces tracasseries se fait aux points de contrôle/barrières et affectent la libre circulation des personnes et leurs biens.



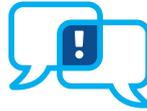
La corruption et l'impunité

La corruption comme activateur systématisée est un facteur de persistance et d'aggravation des problèmes sécuritaires. Il en va de même pour l'impunité des crimes commis.



Toxicomanie

La production, la commercialisation et la consommation de boissons fortement alcoolisées et d'autres produits stupéfiants sont des facteurs qui contribuent aux violences commises par des personnes intoxiquées. La filière économique y relative implique souvent des épouses des militaires et des policiers.



Conflits de pouvoir coutumier et sur les limites administratives

Dans certaines zones, il existe des conflits complexes de pouvoir coutumier. Créant des parallélismes dans l'administration et liés aux identités ethniques, ce genre de conflits génère souvent des accrochages violents, voire même la naissance de groupes armés d'auto-défense.



Conflits fonciers et transhumance

Dans toutes les zones, les revendications foncières forment une partie essentielle des conflits identitaires. La concurrence pour la terre, tant individuelle que collective, est souvent liée à la nature d'exploitation/usage. Ceci conduit dans certaines zones à une violence à grande échelle.

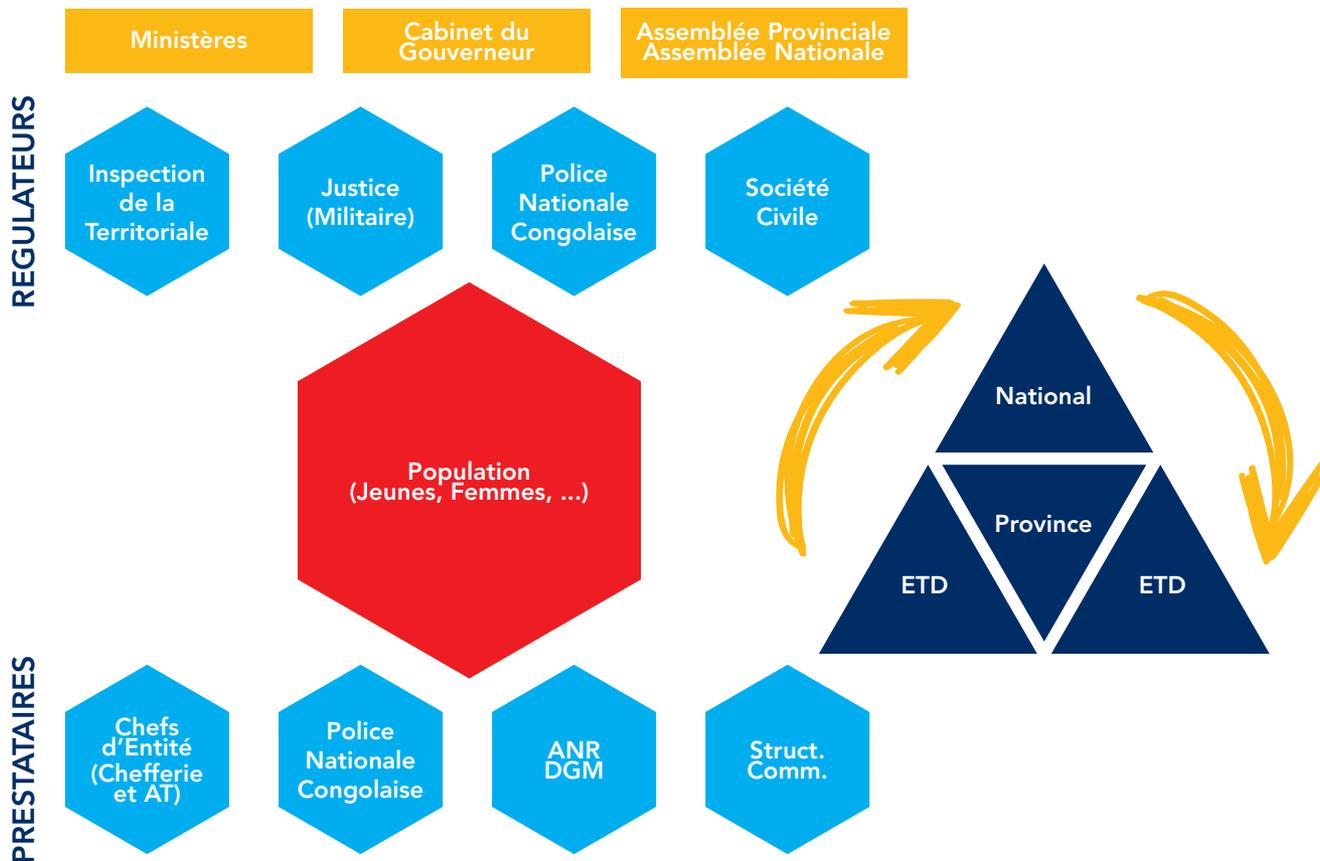


La présence de plusieurs personnes déplacée dans les zones ESPER

Le grand nombre des déplacés au tour des grands centres urbains fait croître la criminalité et les violations des droits humains. Spécifiquement l'incidence des viols, des braquages et vols divers, des homicides à l'aide des armes de feu, et le mouvement non-contrôlé des personnes armées sont à noter.



Parties Prenantes



Résultats & Changement

Au total 11,791 bénéficiaires directs ont jusque-là interagi régulièrement avec le programme (ex. réunions CLSE, RBF, structures communautaires). En plus 27,329 membres communautaires ont bénéficiés d'une manière direct des résultats du programme. Enfin, il y a 4,603,989 bénéficiaires indirects, reprenant la population des zones d'intervention ESPER.

*Chiffres jusqu'à la quatrième année, les chiffres globaux sont en cours d'achèvement



Rapprochement par des réunions CLS-E de qualité

11 CLSE ont été revitalisés et 165 membres en charge de l'administration et de la sécurité au niveau du territoire reflètent de plus en plus la compréhension et l'adhésion aux principes de bonne gouvernance, en particulier en ce qui concerne l'inclusion et la participation des citoyens. Alors que la gouvernance de la sécurité était auparavant considérée comme un domaine exclusif de l'État, la participation significative d'environ 11 791 citoyens aux processus décisionnels des réunions mensuelles des CLSE, des FRB et de l'engagement communautaire autour de la gouvernance locale, constitue une réalisation essentielle.

Quelques indicateurs cumulé entre 2020 et 2024 :

- 7 PAS révisés, 4 PAS développés et validés, 1 Plan Opérationnels Provinciaux élaborés, 3 Plans Opérationnel National validé. Tous ces plants ont été mis en œuvre
- À la fin du programme, 70 % des membres des CLS-E ont été renforcé sur les principes de la gouvernance sécuritaire inclusive
- 51% des membres de la communauté connaissent l'existence du PAS et son contenus
- 122 réunions CLS-E accompagnées
- 91 consultations populaires organisées sur l'initiative du chef d'entité
- 55 % des membres des CLS-E affirment que la prise de décision sur le PAS est inclusive et répond aux besoins



Conflits communautaires résolus



De nombreuses structures communautaires jouent leur rôle au sein de la communauté pour prévenir et résoudre les conflits fonciers, d'héritage et autres. Ceci est une stratégie de prévention et mitigation de grands problèmes sécuritaires listés dans les PAS. De ce fait, les structures remplissent un rôle d'appui à l'autorité.

Quelques indicateurs :

- 3 clinques juridiques et 27 réseaux composés de 270 structures communautaires organisés autour de la gouvernance sécuritaire
- 517 membres des structures renforcés sur la médiation des conflits et les mécanismes de plaidoyer
- 51 % des membres connaissent les rôles et responsabilités des acteurs de la sécurités et justice
- Au total 321 dialogue communautaires réalisés par les membres de structures communautaires à la fin du programme
- 2748 conflits communautaires résolus par médiation dont 660 homologués par la justice civile
- 3 entités ont codifié leurs règles coutumières de succession au pouvoir coutumier et un processus de digitalisation initié par le Secrétariat General aux affaires coutumier a été appuyé

« Actuellement certains mariages sont conclus entre les personnes de communauté Hunde et les personnes de communauté Hutu ; un phénomène trop rare dans ma chefferie depuis plusieurs années. Grâce aux dialogues appuyés par ESPER, les communautés s'acceptent mutuellement. »

- Chef de Chefferie des Bahunde, Sa Majesté Mwami Nicolas KALINDA

Satisfaction sur les services sécuritaires offerts

Les autorités siégeant dans les CLS ainsi que leurs régulateurs mènent des actions trimestrielles pour résoudre des problèmes sécuritaires. De nombreuses patrouilles, bouclages et améliorations dans le traitement des plaintes/incidents ont été portés à la connaissance de l'autorité par la population. La population est satisfaite des services offerts, en précisant que le rapprochement et la qualité des services renforcent la confiance mutuelle, ce qui est crucial pour la stabilisation.

- Les contrats RBF sont en cours de mise en œuvre avec 62 prestataires de services, 22 régulateurs provinciaux et 5 régulateurs nationaux.
- Une augmentation de la satisfaction communautaire par rapport à l'offre de service de sécurité 65% à 85% des performance des acteurs :
 - Sur un total de 91 appels à l'aide de la population reçu par la police, 93% ont obtenu l'intervention de la police
 - Au moins 91 bouclages ont été organisés et ont aboutis à la saisie de 47 armes illégalement détenues
 - 70 % des bénéficiaires enquêtes des services de sécurité, de la justice et de l'administration territoriale offerts ont déclaré leur satisfaction.
- À travers 10 audiences foraines militaires, environ 66 % des auteurs de crimes graves poursuivis ont été condamnés et purgent leurs peines
- 72 initiatives communautaires (matching grant) ont été menées pour appuyer la mise en œuvre des PAS



« En juin 2023, les membres du CLSE ville d'Uvira, ont signé un acte d'engagement de collaboration entre les jeunes et les services de sécurité pour la mise en œuvre harmonieuse du PAS de la ville d'Uvira. »

- Structure communautaire, territoire d'Uvira

Les institutions sécuritaires se professionnalisent

Le coaching et l'innovation des outils de travail a contribué à instaurer une culture professionnelle au sein des institutions et services sécuritaires. Avec un focus sur la qualité des services livrés, des jalons pour une pérennisation des résultats du programme ESPER sont fixés.

- La planification, le suivi et l'évaluation opérationnels et budgétaires sont devenus des modes de gestion
- Des investissements sont garantis sur base des subsides gagnés
- Une logique de reddition des comptes à la hiérarchie et, en retour, un suivi de proximité se sont installés

« L'appui offert par le programme ESPER me permet de mieux exercer mon mandat. Je suis convaincu de la valeur ajoutée d'impliquer la communauté dans la gestion sécuritaire. Ça m'aide à mieux cerner les problèmes sécuritaires et j'observe une rétablissement de la confiance envers l'autorité. »

- un Administrateur de Territoire

« Aujourd'hui, notre façon de travailler a changé grâce à notre collaboration étroite avec l'autorité. Nous partageons avec eux les mêmes points de vue pour résoudre les différents problèmes identifiés dans nos territoires. »

- les structures communautaires au Nord Kivu



« L'approche de financement basée sur la performance aide nos services à bien planifier, à bien gérer nos subsides pour atteindre des bons résultats en faveur de la demande de la population. Avant, on travaillait sans boussole et on était moins efficace. »

- un prestataire des services policiers

Demandes citoyennes satisfaites

Les structures communautaires, des organisations de la société civile, et l'Alliance Citoyenne pour la Gouvernance Sécuritaire, au niveau national, présentent des informations et arguments convaincants sur les problèmes sécuritaires des PAS. Les autorités acceptent la légitimité des acteurs non-étatiques et sont réceptifs pour prendre des actions.

- 231 initiatives de plaidoyer ont été développées par les structures communautaires et la société civile
- L'autorité a pris 91 actions sur 172 des demandes citoyennes
- 29 demandes citoyennes sur la budgétisation du fonctionnement de la gouvernance sécuritaire sont adressés aux autorités nationales

« Le transfer des connaissances sur le plaidoyer que le programme ESPER organise à notre faveur ; nous a fait sortir dans un gouffre profond, comme représentants de la population. On ne savait pas si on pouvait un jour avoir des réponses à nos plaidoyer sans se tirailler avec l'autorité. Les acquis d'ESPER en matière de plaidoyers est une richesse que nous allons capitaliser dans le cadre recherches de réponses aux plaidoyers. »

- Mme Annie / Coordinatrice SOCIV Uvira

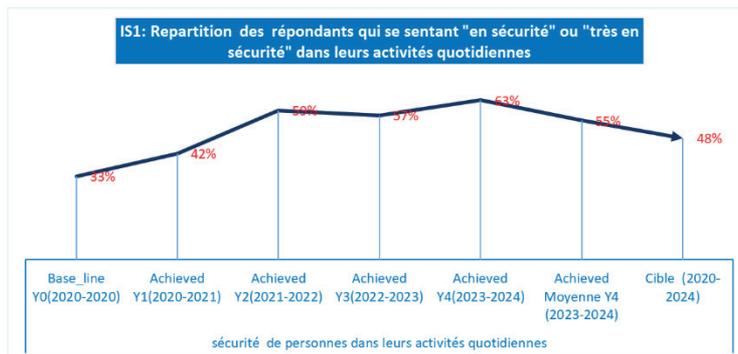
Décret sur les CLS-E adopté. Son financement est maintenant nécessaire

Le 6 décembre 2022 le Premier Ministre a signé le Décret portant création, organisation et fonctionnement des CLS qui désormais représente le soubassement politique et juridique pour la gouvernance sécuritaire sur l'ensemble de la RD Congo. Le décret inclut des principes de participation, l'inclusivité, la responsabilité, la digitalisation, la redevabilité, la localisation et la qualité sur base des indicateurs de performance. Le programme a accompagné l'élaboration des plans d'action prioritaires du ministère de l'Intérieur en y mentionnant des priorités d'appui à la gouvernance sécuritaire locale. Dans cette logique, la gouvernance sécuritaire a été maintenu dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2025-2027. Ceci veut dire que les ressources et les dépenses susceptibles d'être mobilisées sur la période 2025-2027 par le gouvernement congolais comprendront aussi des ressources et des dépenses pour la gouvernance sécuritaire.

Une ligne budgétaire (pour un montant d'environ 350 000 dollars américains) a été ouverte dans le budget du pouvoir central pour soutenir la gouvernance sécuritaire à travers des appuis aux Comités Locaux de Sécurité. Une innovation qui assure l'appropriation et la durabilité des actions du programme ESPER.



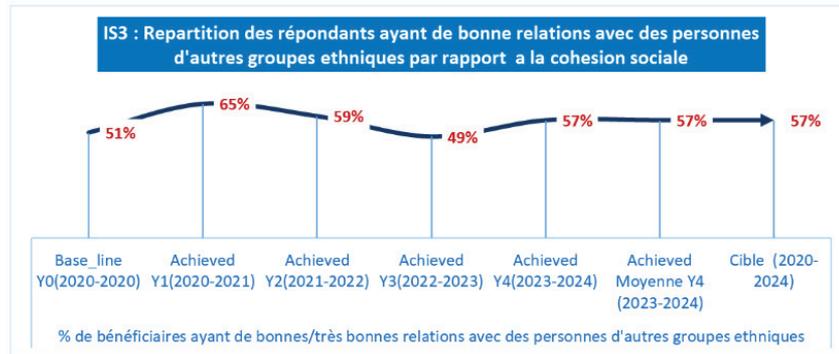
Influence sur la situation sécuritaire



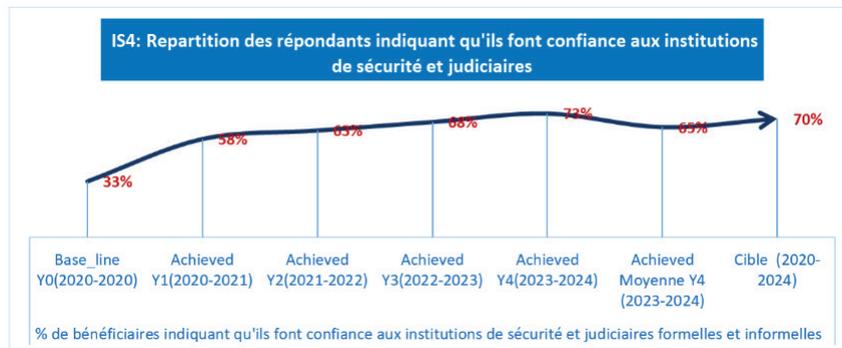
Constats : Cet indicateur a enregistré des progrès évolutifs tout au long des interventions étalées sur quatre ans. Ceci se justifie par une amélioration significative sécuritaire qui s'est observée à la suite d'une baisse d'incidents sécuritaires en Ituri et Sud-Kivu pendant les activités quotidiennes des membres des communautés. Au Nord Kivu cet indicateur a été beaucoup régressé suite à l'avancé du M23 dans plusieurs entités ESPER.



Constats : L'indicateur a été atteint avec des progrès remarquable par rapport à la valeur cible. Le résultat est néanmoins modeste sous l'influence des facteurs sécuritaires dans le contexte : la guerre du M23 et les incursions ADF au Nord Kivu, l'activisme des groupes armés à Djugu avec des répercussions sur Mahagi (Ituri). A l'année 3, il a été constaté des progrès suite aux efforts des autorités de l'Etat de siège instauré depuis mai 2021 au Nord Kivu et Ituri, comme la signature d'actes d'engagements avec les Groupes armés en Ituri, et le lancement du P-DDRCS dans les trois provinces (année 2 et 3).



Constats : L'amélioration de relations entre ethnies se justifie, entre autres, par le fait que les efforts d'ESPER ont boosté la cohabitation pacifique et la collaboration quotidienne à travers des activités des rapprochements appuyées. Ces activités comprennent la mise en œuvre de Plans Locaux de Sécurité (PAS), les réunions de Conseils Locaux de Sécurité-Elargie inclusives et participatives et les dialogues communautaires. Dans certaines zones dans le Nord et Sud-Kivu, les conflits ethniques persistent.



Constats : Des progrès significatifs ont été enregistrés par rapport à cet indicateur grâce aux différentes stratégies ayant rapprochés les citoyens et les autorités au tour des questions sécuritaires. Aussi le traitement des demandes citoyens (plaidoyer) par les autorités influence positivement. La confiance ou non aux institutions de sécurité et judiciaires ont varié selon les années et selon les zones.

Témoignages de réussites

« Fin 2023 le Colonel MUNGUAKONKWA Mokili, commandant CIAT police de Kitchanga, a finalisé un manuscrit de livre sur la théorie du triangle sécuritaire/manuel du civisme sécuritaire et de la sécurité communautaire en s'inspirant des bonnes pratiques du programme ESPER. »



« Le 1 mars, 2023, le Commissaire Général de la PNC a initié une instruction permanente aux commissaires provinciaux sur l'éradication et/ou diminution des cas de tracasseries policière à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. »

« Le Ministère national de l'Intérieur et le Gouvernement provincial de l'Ituri ont accompagnés 4 entités et familles régnautes dans la codification de ses règles coutumières de succession au pouvoir et de l'établissement de son arbre généalogique.

Ce processus a permis aux familles régnautes de se doter des règles écrites de succession au pouvoir et l'actualisation de l'arbre généalogique afin de diminuer des conflits au tour de succession et de l'instabilité de pouvoir. »



« Le 25 mai 2024, l'AT Irumu a installé officiellement le nouveau Chef de Chefferie des Andisoma à Nyakunde. Cette passation de pouvoir a été réalisés sans conflit et conformément à ses règles coutumières et arbre généalogique codifiés. »

Pour en savoir plus sur le programme ESPER:

Mme Nynke DOUMA

Directrice de programme
& Représentante Pays VNG International
nynke.douma@vng.nl

Mr Jean-Louis WARABI

Directeur de programme adjoint
jean-louis.warabi@cordaid.org

ESPER est mis en œuvre par VNG International et Cordaid, et financé par le Ministère des Affaires Étrangères du Royaume des Pays-Bas.



Royaume des Pays-Bas

Bureau ESPER (VNG International/Cordaid)

16 Avenue de Karisimbi
Quartier les Volcans
Goma, République Démocratique du Congo

vng-international@vng.nl
www.vng-international.nl

vng-international.nl